

Mme la Juge en chef Serpouhi (Serpoohi orthographe anglaise) Elias



Née à Londres d'un père [arménien](#) (Minas) et d'une mère [galloise](#), Serpouhi Elias est arrivé en Nouvelle-Zélande en 1952, puis a fréquenté l'école [diocésaine pour filles diocésaine](#) à Auckland. ^[3] Elle a terminé un diplôme en droit de l'[Université d'Auckland](#) en 1970, puis a entrepris d'autres études à l'[Université de Stanford](#). ^{Elle} a pris un emploi dans un cabinet d'avocats d'Auckland en 1972, commençant sa carrière comme [avocate](#) trois ans plus tard. Elle a également été membre de la Motor Spirits Licensing Appeal Authority

et du Groupe de travail sur l'environnement.

Elias est marié à [Hugh Fletcher](#), ancien PDG de [Fletcher Challenge](#) et ancien chancelier de l'Université d'Auckland. En 1994, son beau-frère, Jim Fletcher, a été poignardé à mort par un intrus dans sa maison de plage de [Papamoa](#). ^[4]

Début de carrière judiciaire

Elias a été commissaire du droit de 1984 à 1988. Elle est également connue pour son travail dans divers cas liés au [Traité](#). En 1990, elle a reçu une [médaille de commémoration de la Nouvelle-Zélande en 1990](#) en reconnaissance de ses services. En 1988, elle et [Lowell Goddard](#) ont été faites la première femme [Conseil de la Reine](#) en Nouvelle-Zélande. Elias est devenu juge de la [Haute Cour](#) en 1995, et a parfois siégé à la [Cour d'appel](#). ^[5]

Juge en chef

Le 17 mai 1999, Elias a prêté serment en tant que juge en chef de la Nouvelle-Zélande, la première femme à occuper ce poste en Nouvelle-Zélande. ^[6]

Service en tant qu'administrateur du gouvernement

L'un des aspects du rôle du juge en chef est le rôle



Elias assermenté gouverneur général Dame Patsy Reddy, 28 septembre 2016

d'administrateur du gouvernement lorsque le gouverneur général est incapable de s'acquitter de ses fonctions (en raison d'une vacance du poste, d'une maladie, d'une absence de la Nouvelle-Zélande ou d'une autre cause). ^{Elias} a occupé le poste d'administrateur du gouvernement du 22 mars 2001 au 4 avril 2001, entre les mandats de Sir Michael Hardie Boys et Dame Silvia Cartwright, du 4 août 2006 au 23 août 2006 entre le mandat de Cartwright et celui de Sir Anand Satyanand, du 23 août 2011 au 31 août 2011 entre les mandats de Satyanand et Sir Jerry Mateparae, du 31 août 2016 au 28 septembre 2016 entre les mandats de Mateparae et Dame Patsy Reddy, et à d'autres moments où le gouverneur général n'a pas pu agir.

Soutien aux revendications du Traité maori

En 1984, Elias a aidé le port de Manukau de Ngōneko Minhinnick à revendiquer le Tribunal de Waitangi. Cela a conduit à travailler sur d'autres affaires de traité, y compris en tant qu'avocat dans *le Conseil maori de La Nouvelle-Zélande v Procureur général*, et dans une revendication d'empêcher le gouvernement de vendre des fréquences radio, et l'affaire contestant l'option électorale maorie de 1994. En juin 2003, elle a été impliquée dans une affaire historique qui a permis la possibilité que le Tribunal foncier maori puisse émettre un titre en pleine propriété sur l'estran et le fond marin. Les incertitudes et les bouleversements juridiques qui ont suivi dans le maoridom ont dominé l'agenda politique pour les 18 mois suivants. ^[8]

The Blameless Babes discours

En juillet 2009, Elias a suscité la controverse avec ses remarques dans le discours annuel de Shirley Smith, organisé par la direction de Wellington du comité des femmes en droit de la New Zealand Law Society. La conférence annuelle est donnée en l'honneur de l'avocate de la défense pénale, Shirley Smith. Le discours s'intitulait "Blameless Babes" d'après une citation de Smith, qui a écrit "[fournir] une prison au bas de la falaise n'est pas une solution. Les criminels vont continuer à tomber dedans, à un coût élevé pour la communauté. Nous devons découvrir pourquoi les filles irréprochables deviennent des criminels. ^[9]

Dans son discours, Serpouhi Elias s'est dite préoccupée par la surpopulation carcérale et s'est opposée à ce qu'elle a décrit comme l'attitude « punitive et instinctive » des politiciens à l'égard du système de justice pénale. ^{Elle} a déclaré qu'il fallait réussir la surpopulation carcérale pour prévenir « d'importantes questions de sécurité et de droits de l'homme ». Elle a également dit que plusieurs autres changements étaient nécessaires dans le système de justice pénale, y compris une éducation accrue et la compréhension par la communauté que, puisque « les processus de justice pénale sont en grande partie sans rapport avec la réduction de la criminalité », nous devons nous attaquer aux causes et non seulement les effets de la

criminalité. ^[11] Elle a dit que la Nouvelle-Zélande avait besoin d'une plus grande attention à l'intervention précoce des jeunes et des familles vulnérables, à l'amélioration de la santé mentale et du traitement de la toxicomanie et de l'alcool, à une plus grande utilisation des peines communautaires et à une refonte fondamentale de la façon dont le service de probation surveille les délinquants. ^[12]

En dernier point, Elias a déclaré que si la Nouvelle-Zélande ne prend pas de mesures pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la criminalité, le gouvernement pourrait être contraint d'utiliser les amnisties exécutives pour réduire le nombre croissant de prisonniers. Les commentaires du juge en chef ont été largement rapportés dans les médias. [Simon Power](#), le ministre de la Justice, a répondu : « Le discours du juge en chef ne représente aucune politique du gouvernement ». ^[13]

source : wikipedia